



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

BRE / Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2025-86-1

NEXANS France

AIOT n° 0025200036

101 route d'Arnay

71400 Autun

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014014-0005 délivré le 14 janvier 2014 à la société Nexans France pour l'exploitation d'une usine de fabrication de câbles électriques sur le territoire de la commune d'Autun ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-8-2 délivré le 8 janvier 2018 mettant en demeure la société Nexans France de respecter les dispositions de l'article 4.2.4 : conduits et installations raccordées de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Vu le rapport de l'inspection établi à la suite de l'inspection des installations du 9 novembre 2017 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection établi à la suite de l'inspection des installations du 16 octobre 2018 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection établi à la suite de l'inspection des installations du 19 février 2025 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté portant mise en demeure transmis le 27 février 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que lors de la visite du 19 février 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant a modifié les installations décrites à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment les conduits référencés C7 et C8 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet la modification de l'installation conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a remis en service l'installation des conduits C7 et C8, dont les rejets historiquement non conformes depuis 2014, avaient fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 8 janvier 2018 susvisé ;

Si l'exploitant ne se conforme pas à l'arrêté de mise en demeure, le préfet pourra saisir le tribunal administratif de Dijon pour l'obliger à respecter les dispositions de l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

POUR LE PRÉFET

Considérant que l'exploitant n'a pas apporté la justification de la conformité des rejets atmosphériques de l'installation remise en fonctionnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NEXANS France de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Dépôt de dossier

La société NEXANS France, exploitant l'installation classée implantée 101 route d'Arnay à Autun (71400), est mise en demeure, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de porter à connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2 – Valeurs limites d'émissions

La société NEXANS France, exploitant l'installation classée implantée 101 route d'Arnay à Autun (71400), est mise en demeure de respecter dans un délai de 1 mois, les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques définies à l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé. Il informe l'inspection des installations classées de la solution technique retenue pour parvenir à cette fin sous le même délai.

L'exploitant fait effectuer, dans un délai de 3 mois, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et COVNM dans les gaz rejetés à l'atmosphère. L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées le résultat des analyses dès leur réception.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société NEXANS France.

Article 5 – Exécution et copies

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune d'Autun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le 27 MARS 2025

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon (22, rue d'Assas – BP 61616 Dijon Cedex), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si la publication constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de publication de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Si aucune réponse n'a été apportée au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'administration, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet). Dans ce cas, un nouveau délai de deux mois court pour saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux.

Aucune de ces voies recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.

